

Appel pour la Construction d'un Mouvement Politique et Social

« PODEMOS » - Texte fondateur – décembre 2003

Au Chili, en Amérique Latine et partout dans le monde, un petit pourcentage de la population possède de grandes richesses tandis que les majorités manquent presque de tout. Cette minorité s'est appropriée systématiquement le pouvoir politique, la force économique et la technologie. Ce phénomène qui détruit les souverainetés et les indépendances nationales a atteint son expression maximale dans les traités de libre échange et particulièrement dans l'imposition du traité de libre échange pour les Amériques (ALCA).

La structuration de marchés soumis au dictats et aux conditions du pouvoir économique global démontre avec évidence l'énorme pouvoir des compagnies multinationales, aux niveaux local, régional et mondial. Ainsi, tandis que le capital financier international se concentre, les économies locales perdent de manière accélérée leur autonomie et sont obligées de s'adapter du fait de l'extorsion implicite et explicite imposée par ces nouveaux pouvoirs. Ces derniers se sont aujourd'hui bien structurés et organisés à travers le perfectionnement et la promotion politique d'organismes comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) et d'appareils de coordination et domination comme le G8. Et lorsque des résistances se développent face à ces politiques, les États-Unis et leurs alliés coalisent militairement, avec la complicité de certains autochtones qui espèrent des retombées chimériques des bénéfices de la voracité impérialiste.

Aujourd'hui le grand capital domine non seulement les moyens de production, mais aussi l'opinion et la pensée, par le contrôle des moyens de communication et d'information. Dans l'état actuel de choses, les solidarités anciennes se désagrègent et, en définitive, nous sommes arrivés à la désintégration du tissu social et à la déconnexion des citoyens entre eux, et ce même en situation de pénuries générales. Les référents politiques et sociaux du peuple n'ont pas échappé à cette fragmentation.

Mais nous avons la conviction, fondée et vérifiée par expérience, de la possibilité d'articuler et d'organiser un vaste ensemble de forces politiques et sociales de gauche, progressistes et antinéo-libérales en vue de configurer un grand mouvement qui fasse reculer de manière décidée les actuelles conditions d'inégalité et d'injustice sociales. La tragédie sourde qu'éprouvent aujourd'hui nos peuples requiert de la responsabilité et de la lucidité auxquelles nous devons nous approcher en construisant pas à pas chaque étape qui contribuera à désarticuler la tyrannie, pas principalement des armes, mais surtout de l'argent.

Nous croyons fermement dans la possibilité de récupérer le pouvoir de décision pour la base sociale et de projeter cette force vers la perspective de la prise du pouvoir politique. Cette confiance en l'unité et en la possibilité de récupérer le pouvoir politique pour les peuples, commence à se manifester en Amérique du Sud et dans d'autres latitudes. Nous assumons aujourd'hui cette capacité organisationnelle naissante comme une composante de notre propre lutte et comme un défi présent et futur. C'est pourquoi, même si notre action est localisée dans notre pays, notre regard et notre solidarité sont tournés vers tout le continent, et vers la lutte pour un monde meilleur.

Au départ de ce constat de diagnostic et de la volonté unitaire partagé par diverses forces sociales, nous avons soutenu et soutenons les plus diverses convergences tant dans l'action comme dans la réflexion conjointe. Nous l'avons fait dans l'esprit d'avancer dans la configuration d'un Mouvement permettant la plus ample participation démocratique des organisations populaires (sociales et politiques), dont l'objectif doit être la transformation politique et sociale de notre pays dans la perspective d'un approfondissement de la démocratie. Nous pensons que le moment politique et historique est adéquat pour récolter l'expérience des luttes de ces dernières décennies et la mettre au service du développement d'une volonté d'unification des différentes expressions de la gauche anti-néo-libérale dans une force capable d'offrir une alternative politique et sociale viable.

Ce Mouvement doit se constituer dans tout notre pays, et doit être ample, diversifié et fort. Dans ce sens,, on veillera à produire la convergence et la lutte d'hommes, de femmes, de jeunes, d'étudiants, de

travailleurs, de peuples originaires et de toute organisation aussi petite soit-elle, seule condition pour créer un futur digne où le peuple pourra récupérer les droits qui lui auront été arrachés, par la force d'abord et aujourd'hui par la menace de chômage et de marginalisation. Des organisations diverses (laïques et religieuses), des intellectuels, des ouvriers, des artistes, de petits et moyens entrepreneurs, de petits et moyens agriculteurs, des mineurs, des pêcheurs artisanaux, des employés du commerce et des services sont tous appelés à la générer et à construire de modèles politiques, économiques, sociaux et culturels nouveaux qui remplaceront l'injuste système en vigueur.

Les signataires de cette déclaration, se sont mis d'accord sur les idées fondamentales et dans les stratégies d'action reprises ci-dessous. Nous proposons ces idées pour analyse, discussion et enrichissement à tous les mouvements politiques, sociaux et culturels disposés à agir avec nous dans ce processus de transformer les espoirs en chemins d'expression politique concrète.

Idées Fondatrices

1. Nous voulons former un Mouvement Politique et Social qui centrera son combat non seulement dans son action à caractère politique mais dans sa capacité de retrouver la confiance dans les possibilités de transformation des conditions sociales, politiques et culturelles injustes qui semblent, erronément, s'imposer aujourd'hui comme uniques et incontournables.
2. Nous croyons nécessaire d'accélérer de manière révolutionnaire le véritable sens de la lutte de sorte que celle-ci non seulement se réfère aux conditions politiques et économiques mais aussi à celles sociales et personnelles. Nous visualisons, par conséquent, un Mouvement qui doit se manifester simultanément dans les domaines politique, social, économique, culturel et psychologique.
3. Notre direction est d'avancer résolument vers un nouveau système économique et social qui privilégie la satisfaction des besoins de nos peuples et non les profits du grand capital, générant un débat ouvert au niveau public sur l'injuste relation actuelle entre le capital et le travail.
4. Nous dénonçons également le fait que nos ressources naturelles et financières sont exposées à la prédation et l'exploitation par les grands capitaux transnationaux. Dans ce sens, nous considérons comme prioritaire, la nécessité de récupérer les richesses qui profitent seulement à quelques-uns et de les placer au service des grandes majorités. La seule récupération du cuivre et des fonds usurpés aux travailleurs par les Fonds de pension devraient permettre de garantir le droit et l'accès à une santé et à une éducation publiques de qualité à tous les citoyens.
5. Notre Mouvement se définit clairement dans l'opposition la plus ouverte au néolibéralisme et à tout autre modèle qui serait une expression aussi directe du système capitaliste.
6. C'est pourquoi, nous nous situons clairement aussi en ouverte opposition à la droite et à tous les partis, tels ceux issus de la Concertation, responsables de l'actuel modèle politique, social et économique. En conséquence, les participants à ce Mouvement, n'accepteront ni accords ni alliances d'aucun type avec de telles organisations, quelle qu'elle soit leur expression politique. Cette position est indispensable pour donner des signes cohérents et sans équivoque à ceux qui aspirent à transformer radicalement le système aujourd'hui en vigueur.
7. Nous aspirons à une démocratie participative et directe comme système politique. Nous rejetons toute forme de dictature et promouvons le pluralisme politique comme seul système légitime. En ce sens, nous nous proposons de modifier dans ses fondements la pratique de la représentativité en vigueur aujourd'hui, en donnant une plus grande importance à la consultation populaire, au référendum, l'élection directe de candidats et au droit du peuple de révoquer les mandats. La

Constitution politique et la loi électorale actuelles, de même que les médias, favorisent exclusivement les élus en place. Cela s'oppose à la faculté pleine du citoyen d'élire et d'être élu, et se moque d'un exercice réel de la démocratie.

8. Notre Mouvement affirme le respect et la valorisation de la diversité personnelle, culturelle et idéologique. Il rejette les systèmes uniformisants et homogenisants, ainsi que toute forme de discrimination. En conséquence, nous travaillerons pour donner aux discriminés et les exclus les garanties que mérite leur représentativité en renforçant toute mesure qui favorise dans la pratique leur insertion et développement. Aujourd'hui, les minorités harcelées par la xénophobie et la discrimination, demandent avec angoisse leur reconnaissance. En ce sens, il est de notre responsabilité d'amener ce sujet au plus haut niveau de discussion, en nous mettant, dans chaque lieu, à la tête de la lutte, afin de démasquer et vaincre les neofascismes ouverts ou cachés. Combattre de concert avec les discriminés et les exclus, c'est combattre pour les droits de tous les êtres humains.
9. Notre Mouvement, non seulement cherche à se mettre debout au Chili mais aussi en Amérique Latine car sa vocation est latino-américaniste et promeut la solidarité active avec les luttes des exclus et persécutés de notre continent et du monde.
10. Ce Mouvement considère pleinement d'actualité la lutte pour la vérité et la justice dans le domaine des violations des Droits Humains produites dans notre histoire, ainsi que pour la préservation de la mémoire historique. Nous considérons que les Droits Humains n'appartiennent pas au passé, et même aujourd'hui ils font pression douloureusement dans notre présent. Mais surtout, les Droits Humains nous invitent à placer nos intentions futures dans la volonté de nourrir une lutte qui se ravivera dans chaque nouvelle violation du destin de l'être humain. Pour cette raison, toute protestation faite pour leur défense a du sens, parce qu'elle montre aux pouvoirs actuels qu'ils ne sont pas omnipotents et qu'ils n'ont pas le contrôle du futur.
11. Nous affirmons que la violence institutionnalisée est à la racine du système injuste qui aujourd'hui nous régit. Cette violence s'exprime non seulement au moyen des armes quand le peuple tente de se rebeller mais aussi dans l'asservissement économique qui prive de grandes couches de la population de ses droits à l'éducation, à la santé, à un logement et à un travail digne élémentaire. Notre Mouvement aspire au dépassement dans la société de toute forme de violence qui, en dernière instance, n'est pas l'œuvre des peuples mais est imposée par l'intervention directe, la guerre et d'autres formes de vassalisation des souverainetés nationale et populaire. En ce qui concerne les formes de lutte, compte tenu de la particularité de notre réalité politique actuelle, nous privilégierons les méthodes de lutte non violentes, en mettant au cœur du débat, la participation massive et la pluralité des luttes des travailleurs et d'autres forces populaires dont la détermination, l'expérience et la sagesse sont la base de notre force. Mais la forme principale de lutte que nous adoptons ne doit pas être comprise comme une concession face à la violence actuelle et à la répression de l'État. Au contraire, nous revendiquons le droit à la rébellion et à l'auto-défense du peuple. Cette voie sera d'autant plus puissante, que sera grande notre capacité de construire une organisation solide et unitaire qui permettra de désamorcer de manière soutenue et spécifique toute forme d'agression.

En conséquence, nous lançons un appel à nous (auto)convoquer en vue d'une grande convention nationale de toutes les forces et mouvements politiques et sociaux progressistes, de gauche et anti-néolibérales pour construire ensemble un nouvel espoir pour nos peuples.

« PODEMOS », texte fondateur, 13 décembre 2003